



BREXIT : QUI SÈME LE VENT, RÉCOLTE LA TEMPÊTE

Publié le 24 juin 2016

Débat démocratique ou "Carnaval des apparences" ?

Sortie du Royaume Uni et chute de la Livre Sterling

Le referendum du 23 juin 2016 qui acte la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne a eu pour effet immédiat et sans ambiguïté la chute vertigineuse de la Livre Sterling, symbole de la souveraineté britannique tant idéalisée dans les débats. Les détracteurs de l'Union économique et monétaire et de l'Euro, vont s'apercevoir à quel point l'adossement de la devise britannique à la monnaie unique était un gage de sa stabilité et de sa vitalité.

La sortie du Royaume Uni marque le tournant historique majeur dans le projet européen tel qu'il a évolué. La fin annoncée de l'Europe institutionnelle telle que la stigmatisent les gouvernements nationaux qui l'ont laissée dériver.

Fin de l'ambiguïté

Mais les errements institutionnels de l'UE ne sont pas la raison profonde du choix des citoyens britanniques. Car le Royaume Uni a toujours eu une attitude ambiguë vis à vis d'une Europe dont elle s'est démarquée politiquement dès l'adhésion et à tous les moments-clés du projet en la subordonnant à sa stratégie intangible d'intérêt national et de puissance mondiale. La solidarité

européenne, même aux pires temps de la crise financière de 2008, de la dette souveraine, du naufrage de la Grèce etc. n'a jamais été, et ne sera plus jamais, la tasse de thé de Londres...

Extrême droite et populisme

L'extrême droite des populistes nationalistes et du UKeep de Nigel Farage est le principal facteur à court terme du basculement des votes. Il suffit de reprendre les invectives systématiques de Farage au Parlement Européen au cours des dix dernières années pour se faire une idée de la violence antidémocratique du débat qu'a suscité le referendum du 23 juin. Il suffit aussi d'entendre les accents triomphateurs de la grande famille d'extrême droite, un peu trop prompte en France, à réclamer un referendum du même type...Eh bien voyons ! Et puis, allons-y tous ensemble, tant que nous y sommes, dans les 27 Etats Membres que compte encore, ce matin, l'UE ! Démantelons à tire-larigot !

Le marché de dupes de Cameron

Le "Brexit", in fine, est la responsabilité ultime d'un seul homme, David Cameron qui, lors des dernières élections, avait arraché sa survie inespérée au 10 Downing street à l'aide de la promesse d'un referendum sur l'Europe que ne lui demandait pas le peuple. Réélu, M. Cameron, naguère eurosceptique affiché, a tourné sa veste pensant revêtir les habits neufs d'un personnage historique. Nous avons expliqué comment le sommet européen du 19 février sur le Brexit avait donné lieu à un véritable "Munich diplomatique européen" et un "marché de dupes" imposé par Cameron aux citoyens et aux Leaders apathiques d'une Europe anémiée par les crises. Nous avons décrit les risques inconsidérés qu'il faisait courir à son pays et aux européens (cf. mes nouvelles LinkedIn: "L'outrageuse demande n°3 de David Cameron" du 12 novembre 2015 et "Yes, Prime Minister" * ou Le marché de dupes de David Cameron ", 16 avril 2016). L'ambition politique de rester dans l'histoire n'a pas permis au Premier Ministre britannique de mesurer objectivement la probabilité des risques encourus. Le risque aussi grossier que celui d'être piégé dans l'affaire des "Panama papers", la déstabilisante nouvelle de l'assassinat de la députée travailliste Cox et le dérapage incontrôlé d'un débat public forçant le Premier britannique à promettre in extremis de nouvelles négociations à Bruxelles en cas de victoire du "Leave" ! Désavoué par son peuple, l'apprenti sorcier Cameron va devoir abandonner son poste probablement à un nouveau leader du parti Conservateur comme, par exemple, Boris Johnson, l'ancien Maire de Londres.

On notera en passant que ce dernier, tout frais partisan du Brexit, et possible futur Premier Ministre, avait, il y a peu, écrit deux articles pour préparer la relance de sa carrière politique post-londonienne: l'un en faveur de la sortie et l'autre, au contraire, en faveur du maintien du Royaume Uni dans l'UE...

Ce matin 24 juin d'une sombre journée pour l'Europe, le Royaume Uni s'éveille avec un Premier Ministre désavoué par son peuple, un pays divisé, une Ecosse souhaitant rester dans l'UE et une "City" de Londres totalement prise au dépourvue devant la volatilité de sa Livre Sterling sacrée.

Le carnaval des apparences

Les leçons du referendum du 23 juin 2016 seront nombreuses et longues à tirer. Le contenu et la forme du débat autour de la question posée aux citoyens sont particulièrement préoccupants. Alors que les britanniques ont toujours été admirés pour leur maîtrise du débat démocratique, la campagne autour du Brexit a marqué un tournant dans la violence, l'invective et l'incohérence. Au point qu'on se demande si la réponse des citoyens correspond bien à la question qui leur a été posée. Sur le contenu du débat, les trois sujets qui semblent avoir occupé la place dans les media et sur la scène publique sont l'immigration, la souveraineté nationale et la place du Royaume Uni dans le monde. Or le Royaume Uni est déjà en dehors de Schengen, il est le pays européen qui a toujours fait le mieux valoir sa préférence souveraine à Bruxelles et l'Europe ne peut que renforcer la capacité du pays à faire face aux défis mondiaux. De plus, les citoyens ont répondu à une quatrième question que leur Premier Ministre ne leur posait pas: celle de son espérance de vie politique. Il y a donc un malentendu national que les britanniques mettront du temps à lever au lendemain du Brexit.

Le rôle omniprésent des media ouvertement engagés et très souvent pro-Brexit et celui des réseaux sociaux, auront aussi marqué un tournant historique dans un débat démocratique qui a changé de nature. Sondages erronés, bookmakers dépassés, City et marchés pris à contre-pied, Leader fourvoyé : comment les citoyens britanniques se seraient-ils retrouvés, submergés qu'ils furent dans ce que Georges Balandier a appelé le "Carnaval des apparences" * ?

Leadership, Intérêt national & Citoyenneté

Et que dire des citoyens européens et de l'Europe de l'après 23 juin 2016 ? Marché de dupes, nous disions. Qui auront été les dupes de ce marché cynique ? Les citoyens européens, trompés par leurs leaders ?

Les citoyens britanniques trompés par leur Premier ?

La Démocratie dévoyée de son objet ?

Tout cela à la fois ?

Le risque de contagion, la tentation de dislocation

Méfions-nous de la contagion. L'Europe ne doit pas s'embraser et tomber dans la spirale de la dislocation mais au contraire rebondir après avoir tiré les leçons de l'expérience pathétique de la sortie incontrôlée du Royaume Uni.

De l'Union Européenne à la réunion des Européens

Passer de l'Union Européenne à la ré-Union des Européens. Clairement l'Europe a tourné la page du "projet européen", mais le livre d'histoire n'est pas achevé. Finies les constructions idéologiques ou idéalistes (Fédéralisme, Confédéralisme, Inter-Etatisme, Intégrationnisme, ...). Finis l'euroscpticisme ou l'europhilie, positions idéalistes ou dogmatiques sans perspectives. Les deux ont vécu sous le poids des intérêts nationaux et des dérives institutionnelles. Cette génération ne suivra plus les constructions politiques du passé, les idéologies partisanes et les constructions institutionnelles complexes. Le passage à une autre vision et une autre phase de l'Europe sera celui d'une autre vision de la vie publique et des échanges humains entre les peuples, celle de la démocratie locale et des initiatives citoyennes. Le projet européen, la sphère

institutionnelle, les Traités de l'UE l'ont prévue mais ne l'ont pas mise en oeuvre. Les citoyens l'initieront et l'exigeront.

Mais de grâce, plus jamais d'une Europe dont la participation d'un membre serait conditionnée à la permission "de se retirer de l'ambition fondatrice de forger une Union sans cesse plus étroite"***...

Que de nouveaux Leaders se lèvent pour la relance d'une Europe plus solidaire et politiquement réactive aux défis actuels.

Philippe Darmuzey
Observateur engagé

*Georges Balandier : « Carnaval des apparences ou nouveaux commencements », Fayard , 2012.

**source : BBC News, 20 février 2016 : « Allowing Britain to opt out from the EU's founding ambition to forge an « ever closer union » of the peoples of Europe it will not be drawn into further political integration in a « formal, legally binding and irreversible way ». Giving greater powers to national parliaments to block EU legislation. »
